

OÙ VA L'ESPAGNE ?

La promulgation de l'état d'exception en Espagne vient de remettre à l'ordre du jour la situation de l'autre côté des Pyrénées. Et pourtant, pour celui qui suit la conjoncture, rien de bien nouveau. Au contraire, nous nous trouvons confrontés à un processus normal, inévitable pour le régime espagnol dont les contradictions internes, par le développement des luttes de masse, sont exacerbées. Déjà en France, les nostalgiques de la guerre civile de tous poils, s'émeuvent, s'agitent. On parle de Franco, ce fasciste ! Et quoi ! C'est seulement maintenant que l'on se souvient ! Le problème n'est pas là. Quelles que soient les origines du régime espagnol, ce qui importe au mouvement révolutionnaire français de comprendre, c'est le sens des transformations intervenues en Espagne, c'est l'étape actuelle de la lutte des classes, c'est les contradictions du système capitaliste en Espagne comme ailleurs.

1939: fin de la guerre civile, écrasement du mouvement populaire par la terreur blanche. Le fascisme tente de consolider ses victoires militaires sur le plan des institutions. Ainsi, sont créés les syndicats verticaux (centrale nationale syndicale syndicat espagnol universitaire). Sur le plan économique, le système entre en autarcie avec tous les caractères d'une exploitation coloniale : protectionnisme... la chute du IIIe Reich ne fait que renforcer cette tendance à l'autarcie. Mais pour un certain nombre de raisons, structurelles (pauvreté du sous-sol, structure foncière...), cette politique amène vers les années 50-51 une récession économique, qui provoque des mouvements revendicatifs (les premiers depuis la fin de la guerre civile), notamment au pays Basque, Madrid et Barcelone, ainsi que dans l'Université. L'Université de Barcelone est fermée pour la

première fois, la répression vient rétablir l'ordre.



L'impérialisme U.S. rompt alors l'isolement politique de l'Espagne en lui accordant une aide financière qui va conduire en 53 aux accords militaires entre l'Espagne et les U.S.A. L'Espagne entre de plein pied dans l'orbite des colonies U.S. tant sur le plan militaire qu'économique. Cependant, grâce à cette aide, le régime va dépasser la crise et connaître une croissance inflationniste entraînant un exode rural massif qui permettra lui-même le développement de quelques secteurs industriels. Ce développement inflationniste culmine en 59 avec le plan de stabilisation qui frappe durement la classe ouvrière. Cette dernière répliquera beaucoup plus massivement que le pouvoir croyait. Manifestations, grèves embrasent l'ensemble du pays, notamment dans les Asturies où en 62 le gouvernement est contraint de déclarer l'état d'exception. C'est à cette époque que se créent les commissions ouvrières, structures de la lutte des classes, en marge du syndicat officiel. Devant l'ampleur du mouvement, la répression s'avère inefficace. Le pouvoir tente alors de diviser le mouvement populaire. C'est la période dite de

libéralisation qui correspond également aux premières tentatives de l'Espagne de s'intégrer dans le Marché commun. L'idéologie néo-capitaliste du premier plan de développement doit rassurer l'opinion mondiale en même temps que l'on espère diviser le mouvement ouvrier.

Mais cette libération ne touche que les tenants du régime par l'intermédiaire des facilités accordées aux investissements étrangers, tourisme... Ce processus sera semblable au précédent. Les importantes rentrées de devises (investissements, tourisme, transferts de travailleurs expatriés) n'a aucune contrepartie sous forme d'augmentation de la production et conduit à l'inflation galopante. Dans le même temps, le pouvoir qui a besoin de techniciens, de cadres, intervient dans l'Université afin d'adapter celle-ci à ses besoins, aux besoins de la classe dominante. Ce processus va conduire à la crise de 66-67 qui culmine en 68-69 avec l'état d'exception d'abord en pays Basque, puis dans toute l'Espagne. Mais le mouvement ouvrier et étudiant espagnol n'est plus dans la situation de 1939. Il a maintenant une dure expérience de la lutte quotidienne et les structures nécessaires (commissions ouvrières) qui lui permettent de mener la lutte à terme.

Le gouvernement de Franco pense briser, comme il l'a déjà fait, le mouvement ouvrier par la répression et la terreur. Avant que de prendre sa décision concernant l'état d'exception, le gouvernement a consulté l'ensemble des généraux commandant les régions militaires. Depuis on arrête par milliers étudiants, intellectuels, ouvriers...

Mais le problème n'est pas là. Comme en France, le capitalisme espagnol est malade. Il est malade de par sa situation structurelle, sa mentalité, ses habitudes et il ne peut ni ne veut se transformer lui-même.

Le système est incapable d'absorber les cadres que forme l'université comme il est incapable de modifier les structures foncières alors que l'agriculture représente 34 % de la population active.

La guerre civile est terminée quoi qu'en pensent les nostalgiques des deux côtés de la frontière. Le problème n'est plus face à un régime fasciste de mettre sur pied une « plateforme démocratique », mais bien au contraire face à un capitalisme faible, incapable de bouger, malade, de l'aider à crever. Et c'est ce à quoi contribuent nos camarades étudiants et ouvriers espagnols.

Dans le prochain numéro l'analyse du Mouvement étudiant. Ci-dessous un texte de réflexion.

LE MOUVEMENT ESTUDIANTIN EN ESPAGNE

Par un groupe d'étudiants révolutionnaires de Madrid

Quoiqu'on puisse parler d'un mouvement universitaire d'opposition au régime franquiste presque immédiatement postérieur à la guerre civile, — certainement minoritaire et sujet à une féroce répression — le mouvement actuel doit être considéré à partir des luttes entreprises par tous les étudiants antifascistes contre le S.E.U. (Syndicat Espagnol Universitaire), le syndicat fasciste

imposé obligatoirement par le décret de 1943. Pendant les années 1964-1965, ces luttes se cristallisèrent en manifestations dans la Cité Universitaire et à Madrid, auxquelles se joignirent des professeurs. Comme il convient de le supposer, les plus honorés — Aranguren, Garcia, Calvo, Montero Diaz — furent renvoyés et séparés de leur chaire.

Au cours des années suivantes, 1965-1966, il y eut une réunion au couvent des Capucins de Sarria (Barcelone) où participèrent étudiants, professeurs et intellectuels, et d'où sortit le S.D.E.U.B. (Syndicat Démocratique des Etudiants de l'Université de Barcelone) qui conserva un caractère illégal et clandestin. Quelques mois plus tard, se constitua le S.D.E.U.M. (Syndicat Démocratique des Etudiants de l'Université de Madrid) dans la même ligne que la précédente. Depuis lors, le Syndicat Démocratique prétendit être l'avant-garde de la lutte estudiantine.

Les luttes de cette période obtinrent, dès lors, la chute du S.E.U., que le Gouvernement prétendit substituer aux A.P.E. (Associations Professionnelles des Etudiants), qui n'était réellement que le changement de nom de l'ancien syndicat. Ces associations ne parvinrent jamais à fonctionner dans la réalité, et dans toutes les universités furent constitués, avant ou après, des syndicats démocratiques.

Le Syndicat Démocratique fut dès son origine, dominé par des éléments du Parti Communiste, si bien que dans sa préparation et sa réussite participèrent beaucoup plus de groupes, dont quelques-uns vraiment révolutionnaires. La conduite P.C., entièrement réformiste, se manifeste dans les « revendications minimales », celles qui prétendent lancer les masses à la lutte : liberté d'association, liberté de réunion et d'expression, protestations contre la limitation de concours à l'Université qui réussirent à être six dans différentes villes espagnoles, jusqu'à leur extinction par épuisement, Junte d'Etudiants, Conseil de Faculté, (aucun de ces organismes ne représente vraiment la base estudiantine, ni l'avant-garde révolutionnaire) et l'Assemblées de Faculté ou de District qui, n'ayant pas de base politisée, étaient facilement maniable et se convertissaient dans une seconde édition des Conseils de Délégués.

Au cours des années passées, 67-68, la politisation des minorités augmente extraordinairement, et les groupes politiques commencèrent à bouger beaucoup plus activement dans l'Université, tant à Madrid qu'à Barcelone. Les vrais étudiants révolutionnaires tentèrent de briser le mouvement de la voie sans issue des bureaucraties et des libertés minima,

soumettent une alternative vraiment révolutionnaire. Il faut tenir compte que cette évolution, bien que parallèle, se développe toujours avec quelques mois d'avance à Barcelone, premier centre du mouvement universitaire. Les autres universités espagnoles (Valence, St-Jacques de Compostèle, Séville, etc.) suivent aussi la même évolution mais de manière plus tardive.

Depuis les affrontements des années passées, où tout le monde put se rendre compte de la désintégration du Syndicat — qui n'eut jamais vraiment de réel appui dans la base estudiantine et se noya dans sa propre bureaucratie — cette année on essaie d'organiser la lutte d'une façon différente, en cherchant une issue réellement révolutionnaire. On essaie aussi de créer un mouvement universitaire, qui en partant de la base, non du sommet comme jusqu'à présent, au moyens de groupes socialistes, Comités Révolutionnaires, Comités d'Action, etc. mèneraient à bien une vraie révolution à l'Université et, certainement, dans toute la société. On prétend que ces groupes ont surgi de la base, de l'avant-garde révolutionnaire, ceux qui dirigeraient le mouvement.

De plus, on essaie d'agir fermement, en abandonnant l'excessive trépidation des années précédentes. Avant on expliquait et discutait les actions pendant des jours et des jours ; maintenant on agit d'abord ; et on explique après. Ce changement de ligne permet l'union dans l'action de tous les groupes révolutionnaires, fuyant d'interminables discussions et d'idéologisations stériles.

D'un autre côté l'activité révolutionnaire ne se concentre maintenant qu'en lutte antirépressive (protestations par détentions, renvois, etc.) et dans affrontement systématiques avec la police — bien qu'on puisse aussi utiliser ces moyens — ; mais on essaie davantage de convertir l'Université en un noyau révolutionnaire qui sert à influencer toute la société et accélérer au maximum le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les moyens qu'on utilise pour cela sont, avant tout, les occupations des salles de classe, qu'on emploie comme tribunes libres de discussion et foyers d'agitation permanente ; d'un autre côté, en montrant le caractère clairement oppresseur et policier des autorités

académiques, qui collaborent avec la police et le système dirigeant, on boycotte et expulse du cours et de la faculté les doyens, professeurs, etc. On essaie de montrer aussi à la masse estudiantine le caractère absurde de la culture qu'on nous donne, basée sur la mémoire d'une série de dates et sur la stupidité progressive de l'étudiant, en le privant de tout esprit critique et de la capacité de penser par lui-même ; en même temps que la non moins absurdité d'une Université dont les seuls actes vraiment importants sont : la formalisation de l'inscription au début du cours et la réalisation des examens à la fin, bien qu'entre temps il n'y ait pas de cours ni professeurs, ni élèves (l'année dernière il y eut à peine trois mois de cours à l'Université de Madrid ; cependant les examens s'effectuèrent « normalement ». Cette année il semblerait qu'il y ait beaucoup moins de cours encore).

Le changement de ligne du mouvement universitaire et ses nouvelles méthodes de lutte sont très influencées par les succès révolutionnaires du « mai français », avec les expériences que tout révolutionnaire a tiré de ces journées.

Alors maintenant, le principal problème contre lequel se heurtent les étudiants Espagnols dans ces moments-là, à part de démasquer les éléments révisionnistes et réformistes, c'est la faute d'un parti révolutionnaire de force suffisante, et par conséquent, la faute d'une direction révolutionnaire, avec laquelle la lutte s'affaiblit, se désagrège, et de bonnes occasions se perdent. Les différents groupes politiques de l'Université-F.L.P. (Front de Libération Populaire), P.C.I. (Parti Communiste International), Mouvement Pro-Chinois, Groupes Anarchistes... — aucun d'eux, ne possède l'amplitude et la force suffisante pour assumer la direction de la lutte. Les essais pour créer un front révolutionnaire n'ont eu jusqu'alors aucun succès. D'un autre côté on observe la création d'un certain groupe fasciste — Défense Universitaire —, comme dans presque tous les pays européens.

Le mouvement ouvrier espagnol offre dans son évolution un parallèle assez proche de celui du mouvement universitaire. Les Commissions Ouvrières, nées il y a quelques années et presque entièrement dominées par le P.C. suivent une ligne chaque fois plus

réformiste. A côté d'elles ont surgi d'autres groupes plus ou moins indépendants de la direction bureaucratique : C.O.J. (Commissions Ouvrières de la Jeunesse), C.O.B. (Commissions Ouvrières de Quartier), C.O.R. (Commissions Ouvrières Révolutionnaires), etc. Les contacts entre le mouvement ouvrier et estudiantin ont été jusqu'à présent assez défectueux, en se réalisant seulement soit à des niveaux presque personnels, soit à un niveau des bureaucraties organisées (C.G.O.O. et S.D.E.U.M.) avec les classiques envois de lettres de solidarité, retraits de signatures, etc. Cependant on essaie de créer un contact plus vaste entre les mouvements révolutionnaires des deux camps et de nombreux ouvriers ont participé, par exemple, aux manifestations organisées à l'occasion de la mort de l'étudiant Enrique Ruano.

La réponse du Gouvernement devant le mouvement universitaire fut un essai d'assimilation très net, dès l'entrée au Ministère de Villar Palasi et de son équipe de technocrates de l'Opus-Dei. On prétend mener à bien une série de réformes, tant en Polytechnique qu'en faculté, la création des Universités Autonomes, etc. A Barcelone le recteur Albadalejo réussit à promettre la liberté d'expression, de réunion et d'association à l'intérieur de l'Université, de telle manière que ce serait comme un îlot privilégié dans une société où toutes ces libertés sont absolument illégales. En même temps qu'on essaie de planifier cette réforme semblable à celle d'Edgar Faure en France, bien que beaucoup plus imparfaite dûe aux conditions générales du pays, continue naturellement la répression policière contre tous les militants, avec détentions, ratonnades nocturnes, renvois, etc. Mais les événements des derniers jours semblent marquer le changement de ligne de la politique gouvernementale et le triomphe des « ultra » fascistes, partisans de la ligne dure, sur la technocratie libérale de l'Opus-Dei. A partir du 20 janvier des faits très graves se sont succédés :

D'abord l'assassinat de l'étudiant Enrique Ruano par les inspecteurs de la Brigade Politique Sociale (le prétendu suicide de Ruano n'est pas du tout clair, mais de toutes façons, sa mort est objectivement un assassinat).

Pendant les continuelles manifestations qui suivirent la mort de Ruano, on sait avec certitude qu'un autre étudiant de Droit <a été> assassiné par une balle à la tête dans une manifestation dans la rue Princesse, et on pense qu'il y eut plus d'étudiants blessés par les balles, quoique la police garde un silence complet sur le sujet.

La réaction estudiantine devant ces faits s'est manifestée par une semaine de luttes continues : assemblées à l'université, grèves totales entre les étudiants, commandos d'action dans la ville qui agissaient de préférence dans les quartiers ouvriers et essayaient d'expliquer aux travailleurs la vérité que leur cachaient la T.V. et la presse fasciste. Quelques ouvriers révolutionnaires s'incorporèrent aussi à la lutte. Et ainsi le 25 janvier, le Gouvernement de Franco a décrété l'état d'exception, pendant trois mois dans tout le territoire national. On

ignore ce qui se cache derrière cette mesure extraordinairement grave — c'est la première fois depuis 30 ans —, et les rumeurs courent de tous côtés ; mais ce qui est certain, c'est que la plus féroce répression s'est abattue sur l'Espagne, et la Police peut agir complètement à son gré, en essayant d'écraser tous les militants ouvriers et étudiants.

Cependant notre lutte continuera. Nous attendons l'appui de tous les mouvements révolutionnaires de tous les pays, qui montrent sa répulsion au régime fasciste de terreur qui règne dans notre pays. Le peuple espagnol va de l'avant.

*Un groupe de estudiantes
revolucionarios de Madrid.*